

Les limites de l'interview de Sarkozy, le 12 juillet

Dimanche 11 juillet 2010, 14,1 millions de spectateurs pour assister à la finale de la coupe du monde de football. Lundi 12 juillet 2010, 6,6 millions de spectateurs pour voir et écouter le Président de la République.

Plantons le décor : deux chaises, une table. Bravo pour la sobriété.

Face à un journaliste, qui risquait sa place (souvenons -nous des conditions de l'éviction de Patrick Poivre d'Arvor) nous avons pu voir un Président grisonnant, l'usure du pouvoir ? Etrangement calme, pas de haussement intempestif d'épaules, pas de virulence dans le ton, le Président a répondu avec sérénité, pas la moindre fausse note d'agacement. Son coach en communication a fait un sacré boulot.

Passons maintenant à l'essentiel, les questions qui fâchent. Le Président a renouvelé sa confiance en son ministre du Travail. Il s'est servi du rapport de l'Inspection Générale des Finances qui blanchit le ministre. Ces fonctionnaires du Ministère des Finances ont épluché 2 ans de courriers, de mails, de rapports en 10 jours, quelle efficacité redoutable ! Mais ont-ils pu écouter les appels téléphoniques et garde-t-on la moindre trace des entrevues privées ? Ce rapport n'amène aucune réponse sur plusieurs points essentiels : l'embauche de la femme du ministre, la remise d'éventuelles enveloppes au trésorier de l'UMP ...

Cependant, le Président a annoncé la création d'une commission de réflexion pour éviter à l'avenir toute forme de conflit d'intérêt, cela voudrait-il dire qu'il y a eu un conflit d'intérêt dans cette affaire ?

Le Président a conseillé à son ministre de quitter son poste de trésorier de l'UMP. Un conseil du monarque est un ordre, dès le lendemain, nous avons appris la démission du trésorier de l'UMP.

A la question de l'enquête préliminaire et de l'indépendance de la Justice, le Président a fait un éloge appuyé envers son ami procureur .Il oublie que le procureur dépend du Parquet donc de la Chancellerie et n'est pas donc un juge indépendant. Sur la démission des deux secrétaires d'état, le Président a déclaré qu'ils ont fait preuve d'indélicatesse et qu'il voulait avant tout prendre en compte le coté humain ; nous avons un président psychanalyste qui doit avoir un canapé à l'Elysée pour comprendre le mal-être de ses subalternes ? Il a conclu que la classe politique est en général honnête, ce qui me gêne c'est le « en général ».

En bref, nous pouvons résumer toute cette partie de l'interview par ces quelques mots : « Circulez, il n'y a rien à voir ».

Le super candidat de 2007 a fait son retour, l'emploi du pronom « je » est revenu au galop. Il va tout faire tout seul, il a été élu pour résoudre tous les problèmes de la France et des Français etc.

Puis vint la deuxième question épineuse, celle de la réforme des retraites. Le ministre qui conduit cette réforme, est d'après moi sur un siège éjectable, puisque un remaniement ministériel aura lieu en octobre juste après le vote de la dite réforme.

Il a fait un constat sur la régression de la compétitivité due d'après lui aux 35 heures et à la retraite à 60 ans. Donc préparons-nous à voir d'ici peu la suppression des 35 heures.

Sur un air de justice, il nous a expliqué que nous devons tous travailler plus mais sans être certains de gagner plus, je dirai même plus les fonctionnaires gagneront moins puisque leur salaire sera gelé et leurs cotisations sociales augmentées. De toute façon, cette réforme passera même s'il y a des millions de manifestants, avis aux syndicats.

En plus il ose nous dire que désormais on prendra en compte la pénibilité du travail mais il faudra que les salariés prouvent une incapacité de travail de 20%. Les visites à la médecine du Travail vont être nombreuses.